Zeitschrift: Schriftenreihe = Collection / Forum Helveticum

Herausgeber: Forum Helveticum

Band: 7 (1997)

Rubrik: Einführungsreferate der Tagung = Exposés d'introduction du séminaire = Relazioni introduttive del seminario = Referats d'introducziun dal seminari

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

PASCAL SCIARINI
ROY OPPENHEIM
SILVIA MITTEREGGER
JEAN RACINE
HEINZ KNECHT

EINFÜHRUNGSREFERATE DER TAGUNG

EXPOSÉS D'INTRODUCTION DU SÉMINAIRE

RELAZIONI INTRODUTTIVE DEL SEMINARIO

REFERATS D'INTRODUCZIUN DAL SEMINARI

À PROPOS DE L'ÉTUDE SUR LE CLIVAGE LINGUISTIQUE EN SUISSE

Pascal Sciarini

Introduction

Dans cette contribution, j'aimerais présenter quelques réflexions tirées de notre étude sur le clivage linguistique en Suisse (Kriesi et al. 1996). Selon les termes du mandat qui nous a été confié par la Chancellerie fédérale, l'Office fédéral de la culture et l'Office fédéral de la statistique, cette recherche avait pour but de discuter le concept de clivage linguistique, de mesurer l'importance du problème, aujourd'hui et par rapport au passé, d'évaluer comment il est perçu au sein de la population, et d'avancer quelques mesures susceptibles d'y remédier. La partie empirique de cette recherche se base essentiellement sur l'analyse des résultats par cantons des votations fédérales de la période 1872–1994 et de diverses enquêtes d'opinion.[1] Après un rappel des principaux résultats de cette étude, j'aimerais mettre l'accent sur la discussion de quelques aspects politico-institutionnels du clivage. Il s'agit d'aspects importants, qui n'ont pas fait l'objet d'un atelier spécifique lors du séminaire.

Le clivage linguistique: clarification conceptuelle

Il est important de savoir de quoi l'on parle lorsque l'on évoque le «clivage linguistique». Selon la définition que nous avons empruntée à Bartolini et Mair (1990: 212s.), un clivage existe si (et seulement si) trois composantes sont présentes simultanément dans la société:

- une composante *structurelle*, qui se réfère aux éléments empiriques du clivage (dans le cas qui nous intéresse, la différence de langue);

- une composante *normative*, qui renvoie à l'ensemble des valeurs et représentations symboliques qui modèlent l'identité et les attitudes des acteurs sociaux impliqués par l'existence du clivage (ici, la «conscience» d'appartenir à une certaine communauté linguistique);

- une composante *organisationnelle*, qui concerne l'ensemble des acteurs, organisations et institutions – ainsi que des interactions qui en découlent – qui font que le clivage se manifeste politiquement et socialement.

1 Il s'agit des enquêtes-VOX des votations fédérales de la période 1981-1994, de diverses enquêtes UNIVOX, ainsi que d'un sondage inédit consacré à la question des relations entre communautés linguistiques, réalisé en complément du sondage-VOX des votations fédérales du 4 décembre 1994.

Selon cette définition, les conflits politiques ont toujours leurs racines dans des différences structurelles et culturelles qui mettent certains groupes en opposition. Cependant, une opposition «culturelle» ou une différenciation «structurelle» ne conduit pas nécessairement à un clivage politique; un clivage peut être structurellement et normativement observable, mais susciter une mobilisation politique très limitée. Une ligne de conflit culturelle ou structurelle se transforme en clivage politique seulement si elle est «politisée», c'est-à-dire «organisée» par des acteurs politiques ou par des institutions. En bref, un clivage politique se développe initialement sur la base d'une stratification sociale ou culturelle, condition à l'émergence d'une identité de groupe. Il devient un clivage politique lorsqu'il est l'objet d'une mobilisation politique.

L'intérêt de cette définition est qu'elle permet de développer une approche dynamique du clivage linguistique, dans le sens qu'elle permet de rendre compte des fluctuations dans l'intensité du clivage. Nous avons identifié des éléments structurels, normatifs et organisationnels qui *renforcent*, respectivement qui *atténuent*, le clivage linguistique. Les mécanismes de renforcement contribuent à rendre le clivage *manifeste;* sous l'effet des mécanismes d'atténuation, le clivage reste *latent.* Je reviendrai sur ces mécanismes dans la discussion des résultats empiriques.

Des résultats nuancés

Sur le plan empirique, notre étude a débouché sur des conclusions nuancées. D'un côté, toute une série d'indicateurs donnent à penser que le clivage linguistique n'est pas un problème majeur en Suisse. Mais d'un autre côté, il existe aussi de bonnes raisons de s'inquiéter et de penser que le clivage va se renforcer ces prochaines années.

Du côté des signes plutôt rassurants, nous avons constaté que le problème posé par les relations entre régions linguistiques est secondaire aux yeux des Suisses et des Suissesses, par rapport aux grands problèmes de l'heure comme le chômage, la drogue ou le financement de l'AVS.[2] De plus, il existe toujours un large consensus en Suisse autour des valeurs politiques de base, un grand attachement au pays, ainsi qu'un sentiment de proximité somme toute assez élevé vis-à-vis des concitoyens des au-

2 Seulement 1% des personnes interrogées dans le cadre de notre sondage ont considéré que les *relations entre régions linguistiques* constituent le problème le plus important. Il faut toutefois noter que certains des problèmes présentés aux interviewés, aux côtés des *relations entre régions linguistiques,* comptent parmi les plus cruciaux de l'heure en Suisse, affectent directement un grand nombre de personnes dans leur vie quotidienne, et font l'objet d'une médiatisation et d'une politisation constante. A l'inverse, le clivage linguistique ne se manifeste que ponctuellement et est volontiers relativisé par les élites. Dans cette perspective, le clivage linguistique serait d'autant moins saillant aux yeux de l'opinion publique qu'il est peu présent sur la scène politique et médiatique.

tres régions linguistiques. Enfin, l'analyse de l'ensemble des votations fédérales montre que le clivage linguistique a globalement tendance à diminuer, en termes relatifs:[3] le pourcentage de minorisation des trois régions linguistiques diminue, et les différences de vote entre les minorités latines et la Suisse alémanique vont en décroissant. Il existe donc, sous cet angle, une intégration de plus en plus grande entre les régions linguistiques.

Du côté des signaux plus inquiétants, nous avons constaté que si elle n'est pas prioritaire, la question des relations entre les régions linguistiques est néanmoins perçue comme problématique aux yeux des minorités romande et italophone. Invités à se prononcer sur l'existence – ou non – d'un «fossé» entre les régions linguistiques, une large majorité des Romands et des Tessinois interrogés dans notre sondage perçoivent un tel fossé; à l'inverse, une large majorité d'Alémaniques considèrent qu'un tel fossé n'existe pas. De même, si les Romands et, dans une moindre mesure, les Tessinois, considèrent que ce fossé est grave et soutiennent l'adoption de mesures susceptibles de le réduire, les Alémaniques – en particulier les catégories âgées et/ou habitant en milieu rural – nient la gravité du fossé et sont nettement plus réticents vis-à-vis des éventuelles mesures correctives. Notons que la perception du fossé est plus aiguë au sein des jeunes générations.

Deuxièmement, nous avons observé une insensible détérioration du sentiment de proximité entre communautés linguistiques, en particulier entre la Suisse romande, d'un côté, et la Suisse alémanique et italienne, de l'autre. A nouveau, ce phénomène est plus marqué chez les jeunes. Ceci met en évidence un renforcement normatif du clivage linguistique, perceptible depuis la fin de la période «d'union sacrée» (Seconde guerre mondiale et guerre froide), durant laquelle les Suisses étaient soudés dans la défense contre un «ennemi commun».

---

3 Nous nous sommes servis de deux indicateurs – complémentaires – pour mesurer la présence d'un clivage lors d'une votation populaire. La première mesure exprime le nombre de fois qu'un canton appartenant à l'une des régions linguistiques a été mis en minorité en votation populaire, c'est-à-dire lorsqu'il a accepté (respectivement refusé) un projet refusé (respectivement accepté) au niveau national. Une telle minorisation peut se produire avec un très faible écart, par exemple 49.9% contre 50.1%; cette mesure ne fait donc pas de différence entre un taux d'acceptation de 50.1% et un autre de 98%. La seconde formule repose précisément sur l'analyse des différences des taux d'acceptation entre les régions linguistiques. Pour un objet donné, le taux d'acceptation de chaque région linguistique (% de «oui») est calculé puis comparé avec celui des deux autres, de manière à obtenir la différence (en terme absolu). Revers de la médaille, cette mesure ne se préoccupe pas de savoir si un objet a été accepté ou refusé, un écart de 5% à cheval sur le seuil fatidique des 50% n'étant pas comptabilisé différemment que le même écart autour de la barre des 20 ou des 90%. De plus, nous avons considéré ces deux mesures en termes absolus, d'une part, et en termes relatifs, c'est-à-dire rapporté au nombre de votations ayant eu lieu dans la période de référence (cinq ans), d'autre part.

Troisièmement, l'analyse des votations fédérales à laquelle je faisais allusion il y a un instant est en fin de compte assez ambiguë: si on assiste globalement à une homogénéisation du vote, en termes relatifs, il existe bel et bien une forte augmentation du nombre absolu de minorisations du Tessin et des cantons romands. Conjugué à la médiatisation accrue des résultats de certaines votations populaires marquées par des différences sensibles entre les votes des cantons romands, alémaniques et du Tessin, ce résultat contribue à renforcer la perception relative à l'existence du clivage.

Enfin, l'analyse de l'ensemble des enquêtes-VOX a confirmé la relative importance du facteur linguistique dans la formation du comportement de vote lors des consultations populaires des quinze dernières années, par rapport à d'autres caractéristiques socio-démographiques et politiques des personnes interrogées:[4] seule la confiance dans le gouvernement et la sympathie pour le Parti socialiste sont des facteurs explicatifs du vote aussi importants que le facteur linguistique; en revanche, le niveau de formation, la confession, la classe sociale, le lieu d'habitation (ville-campagne), l'âge, le sexe ou encore l'auto-positionnement sur l'axe gauche-droite sont des facteurs de moindre importance.

Quelques réflexions

Selon la formule bien connue, «les Suisses s'entendent bien parce qu'ils ne se comprennent pas». Notre analyse a montré que cette «ignorance mutuelle» est alimentée par la faible maîtrise des langues nationales[5] et par ce que nous avons appelé la «segmentation de l'espace public», c'est-à-dire la très faible utilisation des médias (TV, radio, presse) des autres régions linguistiques. Cette segmentation est renforcée, d'une part, par l'homogénéisation des messages diffusés au sein de chacune des régions linguistiques, consécutive à l'expansion des médias électroniques et à la concentration de la presse et, d'autre part, par l'attirance pour les médias des pays voisins parlant la même langue. Ces phénomènes accentuent à leur tour la «clôture des relations sociales» entre les communautés linguistiques et érigent des barrières aux échanges et à la mobilité des individus. Sur le plan politique, il sont susceptibles de donner lieu à des délibérations et à des comportements de vote distincts d'une région linguistique à l'autre voire, à plus long terme, de favoriser l'affirmation d'une conscience de groupe spécifique.

Faute de dialogue et d'échanges, on a coutume de dire que c'est l'attachement commun aux institutions politiques qui a traditionnellement uni les Suisses. Sur le plan organisationnel, le fait qu'aucun parti politique

---

4 Ce facteur a exercé une influence significative sur la décision de vote pour 52 votations sur les 103 étudiées.

5 D'après notre sondage, seulement un Romand sur cinq s'exprime couramment en allemand, et à peine un Alémanique sur trois parle couramment le français.

n'ait cherché à «mobiliser» ce clivage et à défendre l'une ou l'autre communauté linguistique a certainement contribué à sa «pacification».[6] Sur le plan institutionnel, le fédéralisme et les divers mécanismes qui en dépendent ont longtemps assuré le succès du modèle helvétique «d'unité dans la diversité» ou de «gestion de la différence», en permettant aux minorités de s'auto-organiser et de se développer de façon autonome. Autrement dit, le fédéralisme a servi de mécanisme institutionnel d'atténuation du clivage. Pensons notamment à la contribution du principe de subsidiarité, du système bicaméral, ou encore du fédéralisme d'exécution. Il n'est donc pas surprenant que les Commissions de la compréhension des Chambres (1993) misent à nouveau sur cette institution pour remédier au problème des relations entre régions linguistiques. Cette idée nous paraît en bonne partie dépassée. A l'ère de la globalisation, l'ignorance mutuelle, l'attachement aux institutions et les bonnes vieilles recettes fédéralistes ne suffisent plus. Dans certains cas limités, le fédéralisme sera peut-être à même d'offrir des solutions sur mesure. Cependant, face aux défis posés par la globalisation, permettre à chacun de régler ses affaires à sa manière ne suffit plus. Une telle stratégie pourrait même s'avérer contraproductive. Elle ne ferait que perpétuer et entretenir les différences, alors que la résolution des problèmes qui se posent aujourd'hui passe nécessairement par le dialogue, la coopération et la découverte, en commun, d'un nouveau consensus de base. René Knuesel (1994: 343), qui a consacré sa thèse à l'étude des relations entre les régions linguistiques, arrive au même constat: «Vivre les uns à côté des autres ne suffit plus. Dans ces circonstances, durer nécessite la confrontation et la promotion de la complémentarité.»

Le problème est qu'un tel projet se heurte lui-même très vite à la réalité du clivage linguistique. Tout d'abord, la tendance – assez répandue en Suisse alémanique – à minimiser le problème posé par le clivage linguistique laisse peu de place pour un débat de fond. Ensuite, même si un tel débat avait lieu, il risquerait fort de mettre à nu les différences qui existent entre Romands, Alémaniques et Tessinois sur des enjeux aussi importants que l'intégration européenne de la Suisse ou la réforme des institutions.

En effet, si l'analyse, par thèmes, des votes qui ont donné lieu aux écarts les plus importants entre la Suisse romande et la Suisse alémanique a montré que les relations entre les cantons et la Confédération ont historiquement été propices à l'affirmation du clivage linguistique, les relations avec l'extérieur (politique extérieure et, plus généralement, les questions ayant trait à l'ouverture vers l'étranger) sont désormais devenues la principale pierre d'achoppement entre les communautés linguistiques. Dans le passé, c'est la minorité romande qui s'est opposée, au

6 La Lega dei Ticinesi, parti populiste qui entend explicitement défendre les intérêts de la minorité tessinoise, constitue l'exception récente à cette règle.

nom d'un fédéralisme souvent «défensif», à la centralisation des compétences au niveau de la Confédération. Aujourd'hui, c'est la majorité alémanique qui s'oppose à l'ouverture sur le monde, au nom de la «préservation de la différence». De ce point de vue, notre enquête a confirmé que la frontière culturelle qui sépare la Suisse alémanique de l'Allemagne est plus marquée que celle qui sépare la Suisse romande de la France. Et si l'usage de plus en plus répandu du dialecte permet à la Suisse alémanique de se démarquer de l'Allemagne, il rend néanmoins encore plus difficile le dialogue confédéral. Notre sondage a d'ailleurs montré que les Romands et les Tessinois plébiscitent la proposition consistant à promouvoir l'utilisation du bon allemand à la place du dialecte en Suisse alémanique à l'école et à la Télévision, tandis que les Alémaniques s'y opposent, en particulier les jeunes.

Les divergences de vue sont également très marquées en ce qui concerne l'idée d'un grand débat sur l'avenir de la Suisse et la réforme des institutions: à en croire notre sondage, deux tiers des latins sont plus ou moins acquis à cette idée, tandis que près de la moitié des Alémaniques s'y oppose farouchement. Les résultats de notre enquête sont donc annonciateurs d'un affrontement marqué entre les régions linguistiques sur cette importante question de la réforme des institutions, qui est à l'ordre du jour en Suisse (Conseil fédéral 1995). La propension réformiste des Romands (et des Tessinois) risque de se heurter à la volonté d'une majorité d'Alémaniques de maintenir le statu quo et de défendre les institutions qui ont assuré le «succès» de la Suisse. Qui plus est, notre analyse a montré que l'opposition majoritaire en Suisse alémanique à propos de l'intégration européenne va de pair avec le refus de la modernisation de l'Etat et des institutions: plus on est opposé à l'adhésion à l'Union européenne, et plus on est aussi opposé à la réforme des institutions. N'en déplaise au Conseil fédéral, il semble donc illusoire de prétendre dissocier le débat sur la révision de la Constitution de celui sur l'avenir européen de la Suisse.

Finalement, il faut noter que le clivage linguistique n'est pas seulement la traduction de différences culturelles, mais aussi structurelles. Je pense par exemple aux problèmes posés (à nouveau) par le fédéralisme pour ce qui est de la politique d'éducation ou aux conséquences négatives – réelles ou symboliques – du processus de concentration de l'économie. Au moment où les problèmes économiques s'ajoutent aux problèmes culturels, les tensions entre les communautés linguistiques pourraient devenir de plus en plus vives. Le récent psychodrame à propos de Swissair constitue un premier avertissement à cet égard. A ce jour, la diversité de la Suisse romande et, plus encore, de la Suisse alémanique, a empêché l'affirmation d'une véritable «identité linguistique». Dans un contexte de morosité économique et de précarité de l'emploi, des événements comme celui-ci, amplifiés par les médias et – fait plus inhabituel – par certains ténors de la politique, sont de nature à favoriser l'affirmation d'une identité romande (négative au sens où elle est essentiellement réactive), et à accentuer le sentiment de frustration vis-à-vis de la majorité alémanique.

Si le clivage linguistique n'a peut-être pas, aujourd'hui, la gravité qu'on lui prête parfois, il pourrait bien devenir, demain, un enjeu parmi les plus sensibles de la politique suisse, surtout si un parti ou autre groupement politique se décidait à défendre les intérêts de l'une ou l'autre région linguistique.

Références bibliographiques

- Bartolini, Stefano and Peter Mair (1990). Identity, Competition, and Electoral Availability. Cambridge: Cambridge University Press.
- Conseil fédéral (1995). Réforme de la Constitution fédérale. Exposé des motifs du projet de Constitution. Berne.
- Commissions de la compréhension du Conseil national et du Conseil des Etats. Berne: Rapport du 22 octobre 1993.
- Knuesel, René (1994). Plurilinguisme et enjeux politiques. Les minorités ethnolinguistiques autochtones à territoire: l'exemple du cas helvétique. Lausanne: Payot.
- Kriesi, Hanspeter, Boris Wernli, Pascal Sciarini et Matteo Gianni (1996). Le clivage linguistique: problèmes de compréhension entre les communautés linguistiques en Suisse. Rapport pour la Chancellerie fédérale, l'Office fédéral de la statistique et l'Office fédéral de la culture. Berne: Office fédéral de la statistique.

© by FORUM HELVETICUM

Alle Zeichnungen von Barrigue, die in dieser Publikation erscheinen, wurden «live» während den Referaten und den Workshops der Tagung «Punts» geschaffen.

Tous les dessins de Barrigue qui figurent dans cette publication ont été créés «en direct» pendant les exposés et les ateliers du séminaire «Punts».

DIE ROLLE DER SCHWEIZERISCHEN RADIO- UND FERNSEHGESELLSCHAFT

Roy Oppenheim

Die Verständigungs-Aufgabe der SRG ist in der Konzession der SRG vom 18. Novemver 1992 wie folgt festgehalten:

Art. 3: «Die SRG erfüllt ihren Auftrag durch die Gesamtheit ihrer Radio- und Fernsehprogramme, in allen Amtssprachen mit gleichwertigen Programmen. In ihren Programmen fördert sie das gegenseitige Verständnis und den Austausch zwischen den Landesteilen, Sprachgemeinschaften und Kulturen (...)»

Dieser Auftrag wird durch die 3 sprachregionalen Fernsehprogramme, den 4. landesweiten Kanal, die 3 sprachregionalen Radioprogramme, das - eigenständige - Radioprogramm für die Rätoromanen und schliesslich auch durch das mehrsprachige Schweizer Radio International wahrgenommen.

Dies ist nur möglich dank der in der SRG gelebten nationalen Solidarität, fliessen doch beträchtliche Gebühren- und Werbeeinnahmen aus der Deutschschweiz in die anderen Landesteile.

	d	f	i	r
Bevölkerung nach Sprachgruppen	65%	18,4%	9,8%	0,8%
Verteilung der Mittel	42,1%	33%	23,7%	1,2 %

Im neuen Leitbild der SRG wird diesem Auftrag wie folgt Rechnung getragen:

3.1 *Die SRG bietet in Radio und Fernsehen für das ganze Land gleichwertige Vollprogramme* in deutscher, französischer und italienischer Sprache sowie ein Radioprogramm und Fernsehsendungen in rätoromanischer Sprache. Dieses Grundangebot wird ergänzt durch Programme für ein internationales Publikum im In- und Ausland und durch zielgruppenspezifische Komplementärprogramme. Mit ihren Angeboten will die SRG bei den jeweiligen Zielgruppen Marktführer sein.

1.6 *Dem besonderen Charakter des Unternehmens entspricht die grundlegende Struktur der SRG:* ihre Unternehmenseinheiten sind in den einzelnen Sprachregionen der Schweiz und damit im gesellschaftlichen Umfeld und in den Märkten ihrer Programme verankert. Die Gesamtorganisation sorgt mit nationalen Führungsorganen für die Koordination und den solidarischen Ausgleich der Interessen...

Und weiter

1.3 *Die SRG ist bewusst schweizerisch:* Aufgabe und Struktur entsprechen den besonderen Gegebenheiten des Landes. Mit ihren Angeboten leistet sie einen wesentlichen kommunikativen Beitrag zur Entfaltung der verschiedenen Kulturen und Gemeinschaften im Inland, zur Entwicklung ihrer gegenseitigen Beziehungen sowie zur Präsenz einer weltoffenen Schweiz im Ausland.

Soweit die Grundlagen zu unserem Thema.

Doch wie sieht nun die Realität aus - was tragen Radio und Fernsehen konkret zur Verständigung zwischen den Sprachkulturen bei?

Die Antwort darauf möchte ich in vier Feststellungen gliedern.

Feststellung 1 – Radio und Fernsehen müssen sich im Markt behaupten

Die SRG ist ohne Zweifel ein landesweites kulturelles Medienunternehmen mit einem spezifischen Auftrag. Die SRG ist aber auch ein Unternehmen, das sich in einem zunehmend liberalisierten, deregulierten Umfeld bewegt und sich flexibel und rasch auf neue Entwicklungen einstellen muss. Denn: Gebühren sind nur dann zu legitimieren, wenn wir unsere Publika erreichen und auch behalten.

Mit anderen Worten: mit Auftragserfüllung allein kann die SRG nicht überleben; ebenso wichtig ist es, dass wir uns den verschiedenen Märkten trotz zunehmender Konkurrenz stellen. Die SRG braucht Erfolg beim Publikum.

Oder anders ausgedrückt: Die SRG versucht mit einem möglichst umfassenden Angebot in allen Sprachregionen den unterschiedlichen und teilweise sogar widersprüchlichen Erwartungen ihrer Publika gerecht zu werden. Sie kann sich deshalb nicht ausschliesslich nach den Prioritäten der politischen, wirtschaftlichen und kulturellen Eliten des Landes richten. In einem liberalisierten Medienumfeld haben Medien mit Volkshochschulcharakter keine Ueberlebenschance mehr. Ich sage dies bewusst pointiert, denn gerade im Bereich der Tagungsthematik gibt es immer wieder Forderungen, die von einem modernen Service public nicht mehr erfüllt werden können.

Feststellung 2 – Streitpunkt Dialekt

Ein Beispiel: die Frage des Dialektgebrauchs in der deutschen Schweiz. In der SRG-Konzession wird gefordert:

«In wichtigen, über die Sprach- und Landesgrenzen hinaus interessierenden Informationssendungen ist in der Regel die Hochsprache zu verwenden; dies gilt insbesondere für alle sprachregionalen Nachrichtensendungen.» (Art 3, Abs.6).

Dieser Forderung wird heute nachgelebt. Dennoch wird - u.a. auch im Bericht der Verständigungskommissionen des National- und Ständerates vom 22.10.1993 - kritisiert, dass Informationssendungen wie die «Freitagsrunde», Diskussionen wie der «Zyschtigsclub», Interviews im «10 vor 10», nach wie vor in Mundart gesendet werden. Als Argument wird von den Kritikern angeführt, dass die Informationssendungen des Fernsehens DRS «allen in der Schweiz wohnhaften, der deutschen Sprache mächtigen Menschen zugänglich sein müssen».

Als Gegenargument möchte ich zu bedenken geben, was langjährige Untersuchungen und Erfahrungen gezeigt haben: die Nutzung dieser Sendungen durch Tessiner, Romands und Romanen ist äusserst gering. Zudem hat die Sprachkompetenz der Deutschschweizer in den letzten Jahrzehnten im Bereich der Hochsprache abgenommen und spontane, offene Diskussionen wie sie in der «Arena» stattfinden, sind kaum mehr in der Hochsprache denkbar. Immerhin gibt es Sendungen wie etwa der «Literaturclub», der konsequent in der Hochsprache gestaltet wird.

Seit dem epochalen Datum des 6. Dezember 1992 wurden grosse Anstrengungen unternommen, Sendungen des Fernsehens DRS - etwa die «Arena», den «Zyschtigsclub» - auf dem 2.Ton-Kanal simultan ins Französisch zu übersetzen. Parallel dazu wurden und werden auch Sendungen der Télévision Suisse Romande ins Deutsche übersetzt («Table ouverte» u.a.). Untersuchungen zeigen allerdings: die Angebote werden wenig genutzt.

Die Gründe mögen sicherlich in der mangelhaften Sprachkompetenz liegen, was die Sprachen der anderen Sprachregionen betrifft, sie können teilweise auch in der Übersetzungstechnik liegen. Dies wird auch in der Studie über den Sprachengegensatz vom 17. März 1995 bestätigt:

«...Überdies hat sich gezeigt, dass sich die Öffentlichkeit als genau den Grenzen zwischen den Sprachregionen entsprechend segmentiert: sowohl die Analyse der Presseverteilung wie diejenige der Verbreitung der audiovisuellen Medien (Fernsehen und Radio) haben ergeben, dass die Schweizerinnen und Schweizer die Medien der anderen Sprachregionen nicht benutzen. Statt sich der Medien der anderen Regionen unseres Landes zu bedienen, wendet sich die Bevölkerung aller Sprachregionen den Medien des jeweils gleichsprachigen Nachbarlandes zu.» (Seite 8).

Feststellung 3 – Ein breites Angebot von Information über die anderen Kulturen

Ausgehend von der oben erwähnten Analyse lässt sich die heutige Programmpolitik der SRG ableiten:

Grundsätzlich wird über die anderen Regionen und Kulturen in der jeweiligen Sprache der Zuhörer und Zuschauer berichtet.

Die SRG hat seit 1992 ihre diesbezüglichen Anstrengungen verstärkt.

a) Das inländische Korrespondenten-Netz wurde ausgebaut. Beispielsweise gibt es seit kurzem ein Radiostudio von Radio Suisse Romande in Zürich.

b) Der Austausch von inländischen Fernsehreportagen zwischen den Regionen war noch nie so intensiv wie heute: täglich werden 16 Berichte in andere Regionen geliefert (pro Jahr über 4000 Themen).

c) Auch werden vermehrt Sendungen adaptiert oder koproduziert. Beispiele: die alljährliche 1. Augustsendung, die Reportage «Chiasso, tout le monde descend» (TSR/TSI), VIVA...vous avez dit Romandie?» (TSR/TSI), die Reihe «Ciao» - eine Koproduktion von TSI, TSR und Schweiz 4, in dem die Städte Lausanne, Basel, Locarno, Neuchâtel, Zürich, Lugano, Freiburg, Solothurn und Chur porträtiert werden. Neuerdings tauschen die Kulturmagazine Viva (TSR) und Rebus (TSI) Beiträge aus, um die Sicht der anderen Region zu thematisieren.

Der 4. TV-Kanal hat hier seit Anbeginn viele Sendungen in andere Landessprachen übersetzt und ausgestrahlt. Im Bereich der SITCOMS werden seit kurzem neue Wege beschritten: Die DRS-Reihe «Fasch a Familie» und die Serie «Die Direktorin» wurden ins Französische übertragen; der Erfolg beim Publikum war allerdings sehr unterschiedlich. Die welsche Redaktion «Découvertes» arbeitet neuerdings eng mit TSI und SF DRS zusammen (manifestations nationales); Koproduktionen zwischen TSR und DRS sind für die Sendung «Magellan» im Gange (SOS Terre, Eden).

d) Neuerdings werden - trotz eher fragwürdiger Erfahrungen - wieder vermehrt mehrsprachige Sendungen realisiert: Schweiz 4 sendet seit über 1 Jahr den 3-sprachigen «Place Fédérale», das CH-Magazin, Best of des émissions des trois régions. Zudem werden auch Sendungen von Presse-TV (NZZ Format u.a.) ins Französische übertragen.

Ab Herbst dieses Jahres wird die Télévision Suisse Romande versuchsweise eine «Arena»-Sendung ausstrahlen, in der sich die Teilnehmerinnen und Teilnehmer in den drei Sprachen Deutsch, Französisch und Italienisch äussern können. In den Informationssendungen soll zudem das Schwergewicht von den Problemen der Romandie auf die ganze Schweiz

verlagert werden. Zu erwähnen sind die beiden Grossreportagen von TSR «A la recherche du Röstigraben» (Temps Présent) und «Die Neinsager, les Suisses qui disent non», ein kritischer Report von TSR über die Urner. Auch SF DRS hat eine Reihe neuer Versuche unternommen - u.a. wurde die welsche Moderatorin Béatrice Barton während mehreren Wochen in der Rundschau eingesetzt - ein erfolgreicher Versuch, wie sich zeigte.

d) Seit 1995 gibt es die «Atélier de Montreux»: dort treffen sich die Fernsehproduzenten zu einem mehrtägigen Seminar, um sich die Sendungen ihrer Kollegen anzuschauen und neue Projekte zu entwickeln.

e) Im Radio findet eine enge Zusammenarbeit v.a. im Bereich der Festivals (Gstaad, Davos, Luzern, Montreux, Ascona, Locarno etc.) statt.

Neuerdings werden vermehrt radiophone Ausflüge in andere Sprachregionen unternommen - erst kürzlich fand eine Woche von RSR in Zürich, 1 Monat in Basel - statt.

f) Von besonderer Bedeutung ist die seit kurzem realisierte, im Radio- und Fernsehgesetz vorgeschriebene Verbreitung je eines deutsch-, französisch- und italienischsprachigen Radioprogrammes in der ganzen Schweiz. Endlich - nach jahrelangem Bemühen - ist es möglich geworden, dass jeder Schweizer, wo immer er auch ist, neben dem eigenen Fernsehprogramm auch ein Radioprogramm in seiner Muttersprache empfangen kann. Lediglich das rätoromanische Radioprogramm ist nur punktuell (über Kabel) auch ausserhalb der romanischen Stammlande zu empfangen. Als Ersatz sendet hingegen das Fernsehen DRS täglich um 18 Uhr 50 die Aktualitätensendung «Telesguard».

g) Nicht zu vergessen ist der bedeutende Beitrag der SRG im Rahmen des «pacte de l'audiovisuel» - der gesetzlich vorgeschriebenen Unterstützung des helvetischen Filmschaffens: über 6 Millionen Franken investiert die SRG in diesen Bereich - und dies gezielt national, d.h. alle 4 Sprachkulturen kommen in den Genuss dieser Unterstützung.

h) So seltsam es in Ihren Ohren auch klingen mag - die interregionale Zusammenarbeit und die damit verbundene Verständnisförderung findet auch in Bereichen statt, wo man dies gar nicht vermuten würde: etwa in unserem CNS, unserer Coordination nationale des services: über 100 Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter aus allen Sprachregionen arbeiten dort um die Uhr, um den nationalen und internationalen Programmaustausch, aber auch die technische und operationelle Kooperation sicherzustellen, eine Tätigkeit, die die SRG allein 50 Mio Sfr. pro Jahr kostet. Ähnliches lässt sich von unseren Grossoperationen im Bereich Sport sagen: in dieser Programmsparte findet eine kontinuierliche und enge Zusammenarbeit von Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern aller Regionen statt.

i) Abschliessen möchte ich diese Aufzählung mit dem Hinweis auf eine nationale Fernsehreihe über bedeutende Persönlichkeiten unseres Landes, die für 1998, das Jubiläumsjahr unseres Bundesstaates, vorbereitet wird.

Soweit ein bei weitem nicht vollständiger Überblick über konkrete Aktivitäten.

Feststellung 4 – Neue Wege

Ohne Übertreibung dürfen wir feststellen: kaum je zuvor hat die SRG soviel unternommen, um ihren Beitrag zur Verständnisfrage zu leisten - und dies trotz der zunehmenden Marktorientierung der Medien.

«Punts - Ponti - Ponts - Brücken». Die SRG ist sich ihrer besonderen Verpflichtung in dieser Frage bewusst. Und wir wissen auch, dass man noch vieles tun könnte, tun sollte. Beispielsweise möchten wir die Rotation von Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern zwischen den Sprachregionen fördern - denn programmlich lässt sich das Verständnis zwischen unseren Kulturen nur dann fördern, wenn unsere Programm-Mitarbeiterinnen und -Mitarbeiter auch den sprachlichen und kulturellen Zugang zu den anderen Kulturen finden. Und dies geht letztlich nur über das Sich-Gegenseitig-Kennenlernen, über das Erlernen der Sprache und über die Erfahrung der anderen kulturellen Realitäten.

Gestatten Sie, dass ich den Tour d'horizon mit einer etwas kritischen Bemerkung beschliesse: In der Diskussion über die Tagungsthematik sollten wir uns lösen von ideologischen, überladenen, abstrakten Deklarationen, rhetorischen Höhenflügen und viel zu ambitiösen, die Medien überfordernden Ansprüchen. Die SRG kann die Grenzen der elektronischen Medien nicht überspringen und die wirtschaftlichen Realitäten nicht ignorieren. Und vor allem: Radio- und Fernsehprogramme können nicht politische, wirtschaftliche und gesellschaftliche Probleme lösen, sie können - im besten Fall - die Suche nach Lösungen unterstützen.

© by FORUM HELVETICUM

SCHÜLER-, LEHRER- UND LEHRLINGSAUSTAUSCH: VOM EINTAUCHEN IN ANDERE SPRACHEN UND KULTUREN

Silvia Mitteregger

«Welsche – Deutschschweizer: wo ist da der Unterschied? Nach anfänglichen Befürchtungen, die welschen Jugendlichen könnten ja anders sein als wir, verwarfen wir diese Theorie schnell einmal. In unserer Gruppe, bestehend aus Pfäffikern und Fribourgern, verstanden wir uns ausgezeichnet. Schon bald mussten wir uns fragen: Warum gibt es überhaupt einen Graben zwischen Deutsch- und Welschschweiz? Wir fanden keine Antwort. Aber wir sind uns sicher, mit unserem Austausch das Verständnis zwischen uns Jungen verstärkt zu haben. Unsere Devise lautete: *Wir müssen den Röstigraben stopfen.*»

«Comment expliquer que les ressortissants d'un même pays, la Suisse, soient si étrangers les uns aux autres et que la Suisse romande nourrisse parfois des préjugés à l'égard de la Suisse allemande et réciproquement? [...] L'expérience d'un échange avec une classe d'Altdorf nous a permis de relativiser ce qui "divise" la Suisse.»[1]

1. Austausch als Lernprozess

Erfahrungen, wie sie diese Pfäffiker und Genfer Schüler und Schülerinnen schildern, zeigen auf, wie bereichernd und zugleich komplex persönliche Kontakte zu Jugendlichen und Erwachsenen aus anderen Sprach- und Kulturräumen sein können. Was als lebendiger Kulturaustausch und partnerschaftliche Zusammenarbeit insbesondere innerhalb der Grenzen unseres Landes seit Jahren gepflegt wird, angefangen beim einfachen Briefaustausch bis hin zum komplexeren Klassenaustausch, bedeutet für alle an derartigen Projekten Beteiligten - Schüler und Schülerinnen, Jugendliche ganz allgemein, Lehrpersonen, Eltern, Erziehungsbehörden, u.v.m. - vor allem *erlebte Schule.* Einerseits erlaubt der Austausch, Fremdsprachenkenntnisse in der persönlichen Begegnung mit Anderssprachigen anzuwenden. Andererseits bildet diese Art des Sprach- und Kulturkontaktes die Basis für eine Auseinandersetzung mit der eigenen Sprachregion und den Beziehungen zu anderen Sprachgemeinschaften und Kulturen.

Die Zitate verdeutlichen ausserdem, wie vielschichtig die Austauscherfahrung aus psychologischer und pädagogischer Sicht nicht nur für Jugendliche, sondern auch für Erwachsene ist. Oft bedeutet ein Aus-

1 Schüler der Kantonsschule Pfäffikon und des Cycle d'orientation de la Golette, Meyrin.

tausch die erste hautnah erlebte Auseinandersetzung mit dem andern, mit einer anderen Sprache und Kultur, mit anderen Lebensgewohnheiten und anderen gesellschaftlichen Strukturen. Austausch muss deshalb als Lernprozess verstanden und aufgebaut werden, der - wie jede Auseinandersetzung mit Neuem und Unbekanntem - zunächst verunsichert und beängstigt. Alle Austauschberichte zeigen jedoch auf, dass ein sorgfältig vorbereitetes und verantwortungsbewusst organisiertes Austauschprojekt für alle Beteiligten zu einer echten Bereicherung wird. Dank dem Austausch verändert sich die Beziehung zur anderen Sprachgruppe: so weicht die anfängliche Angst vor dem Unbekannten der Neugier, dem Wunsch zu begreifen, wo die Unterschiede zwischen den beiden Sprachgruppen überhaupt liegen. Der Aufbau dieses Verständnisses wiederum erlaubt das Kennenlernen und die Kommunikation mit Anderssprachigen.

Die Klassenbegegnung steigert ausserdem die Motivation zum Erwerb der Zielsprache. Statt der anfänglichen Sorge, sich nicht adäquat oder sich gar falsch auszudrücken, erleben die Schüler und Schülerinnen - und selbstverständlich auch die Erwachsenen, Lehrpersonen und Eltern - nun beim Gebrauch der Fremdsprache einen echten Motivationsschub. Sie werden sich zugleich der Tatsache bewusst, dass die Fähigkeit und die Lust zu kommunizieren im Zentrum jeder Begegnung steht.

2. Der institutionelle Rahmen

Ausgehend von der spezifischen Sprachsituation (mehrsprachiges und -kulturelles Land) haben in der Schweiz - insbesondere aus staats- und sprachpolitischen Gründen - sprachkulturelle Brückenschläge im allgemeinen, und der schulische Austausch[2] im besonderen, seit jeher eine besondere Bedeutung. Sie werden sowohl in Politik, Bildung, Forschung wie in der Schulpraxis vornehmlich als Beitrag zur Verständigung zwischen den verschiedenen Sprachgruppen und zum Zusammenhalt des Landes verstanden und gelten als wichtiges Element im Zusammenhang mit der Reform des Fremdsprachunterrichts.

So lässt sich die Tatsache erklären, dass in unserem Lande, im Unterschied beispielsweise zu Entwicklungen der Nachkriegszeit im europäischen Ausland - man denke an das deutsch-französische Jugendwerk, das nach dem zweiten Weltkrieg gegründet wurde und die Friedenserziehung zu seinem erklärten Ziel gemacht hatte - Austausch in der Regel vor allem mit Fremdsprachenlernen und -lehren in Verbindung gebracht wird, bzw. von Fremdsprachlehrpersonen organisiert wird. Dass dem so ist, lässt sich unter anderem mit der Argumentationsweise erklären, auf-

2 Gemeint sind damit alle Formen des Austausches von Schülern und Schülerinnen und von Lehrpersonen.

grund welcher der Austausch von den bildungspolitischen Institutionen in der Schweiz anerkannt und gefördert wird. Der erste offizielle Text der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) zu Austauschfragen[3] entstand denn auch im Zusammenhang mit der Reform und Einführung des Unterrichts in der zweiten Landessprache auf der Primarschulstufe. Allerdings werden die sprachlichen Ziele durch andere Lernziele ergänzt. Wenige Jahre später wurden - ebenfalls in einem wegweisenden Text der EDK im Zusammenhang mit der Definition von Zielen und Methoden des Unterrichts in der zweiten Landessprache[4] - neben fachdidaktischen Lernzielen allgemeindidaktische Grundsätze formuliert: «Lernziele des Fremdsprachunterrichts dürfen nicht nur nach fachspezifischen Gesichtspunkten bestimmt werden. [...] Es ist wichtig, dass der Schüler die Fremdsprache lernt, aber es ist noch wichtiger, dass er lernt, selbständig zu handeln, Verantwortung zu übernehmen und mit anderen Menschen zusammenzuarbeiten.» (S. 21) Als allgemeine Bildungsziele des Fremdsprachunterrichts wurde ausserdem empfohlen, dass Schüler und Schülerinnen eine positive Haltung zur Mehrsprachigkeit im allgemeinen und insbesondere in der Schweiz entwickeln, Anderssprachige verstehen und sich mit ihnen verständigen, Einblicke in andere Sprachräume gewinnen und Verständnis für die Eigenart anderer Sprachgruppen zeigen sollten.

Allgemein kann man sagen, dass auf institutioneller Ebene der pädagogische Wert von bildungsbezogenem Austausch unbestritten ist, wenngleich ab und zu - insbesondere in uninformierten Kreisen - Austauschaktivitäten mit «Fremdsprachtourismus» in Zusammenhang gebracht werden.

Nun fördern die Kantone und Gemeinden wie auch private Geldgeber seit Jahren Austauschprojekte aller Art. Es wurde eigens eine Koordinations- und Fachstelle ins Leben gerufen, die seit 1976 im Bereich des bildungsbezogenen Austausches tätig ist. Diese Fachstelle, *ch* Jugendaustausch genannt, ist gesamtschweizerisch tätig und Teil der *ch* Stiftung, einer Stiftung sämtlicher Kantone. Diese Fachstelle ist von der EDK beauftragt und berät Jugendliche und Erwachsene im Zusammenhang mit Austauschprogrammen, führt zahlreiche Pilotprojekte durch und bietet verschiedene Hilfen zur Durchführung von Austauschen an. Sie fungiert zudem als eine Art «Observatorium», welches die jeweils aktuelle Situation im Austauschbereich quantitativ und qualitativ zu evaluieren versucht.

---

3 «Empfehlungen zur Förderung des Schüler- und Lehreraustausches zwischen den Regionen des Landes» vom 24.Oktober 1985

4 Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK), Herausforderung Schweiz. Materialien zur Förderung des Unterrichts in den Landessprachen, Bern, EDK, 1987.

3. Die aktuelle Situation: Inhalte und Zahlen

Man kann heute sicherlich feststellen, dass die Förderung des Austausches durch die Bildungsinstitutionen durchaus Wirkung gezeigt hat, zumal Jahr für Jahr mehr Schulen an Austauschprojekten beteiligt sind. Dies verdeutlichen auch die folgenden Zahlen:

Austausch von Schülergruppen und Klassen

Schuljahre 1992-95
jährlich ca. 550 Klassen bzw. ca. 14'000 Schüler und Schülerinnen zwischen 10 und 20 Jahren

Ferieneinzelaustausch

1995	1996 (provisorisch)
254 Schüler und Schülerinnen	ca. 550 Schüler und Schülerinnen zwischen 13 und 19 Jahren

BIGA-Beschäftigungsprogramm
«OFFENE STELLEN - PREMIER EMPLOI - PRIMO IMPIEGO»

November 1993 – 1994	1995
156 Praktikanten und Praktikantinnen	145 Praktikanten und Praktikantinnen

Wie eingangs bereits erwähnt, war bis vor einigen Jahren bildungsbezogener Austausch inhaltlich stark fremdsprachorientiert und bewegte sich auch in methodischer Hinsicht in eher konventionellen Bahnen. Mit dem Einzug neuer Lehr- und Lernmethoden in unseren Schulen - allen voran von offenen Unterrichtsformen wie Projektunterricht usw. - hat sich allerdings auch die Austauschpraxis stark verändert. So stehen heute neben sprachenpolitischen und staatsbürgerlichen Argumenten vielmehr allgemeine pädagogische Aspekte wie Partizipation und partnerschaftliches Lehren und Lernen, Schüler-Lehrer-Verhältnis, Zusammenarbeit zwischen organisierender Schule und Eltern, Interdisziplinarität und Teamarbeit im Lehrerkollegium, Ausbildung eines Verständnisses für

soziokulturelle Zusammenhänge durch eigenes Erleben, usw. im Vordergrund. Auch interessieren sich heute vor allem Schüler und Schülerinnen sowie Lehrlinge verstärkt für internationale Austauschmöglichkeiten. Dies hängt mit Faktoren wie der Öffnung auf Mittel- und Osteuropa, den neuen Tendenzen im Bereich des interkulturellen Lernens, dem Nord-Süd-Dialog, der Friedenserziehung, der europäischen Dimension in der Schule u.v.m. zusammen und trägt dazu bei, dass sich der Austauschbereich in bezug auf Inhalte, Ziele und Methoden in einem ständigen Wandel befindet.

4. Neue Projekte und Tendenzen

Dass Austausch im Bildungswesen trotz der oben erwähnten Zahlen an und für sich nach wie vor ein marginales Phänomen bleibt, lässt sich durch zahlreiche Argumente, angefangen beim Mangel an Interesse für andere Sprachen und Kulturen, über finanzielle Aspekte bis hin zu organisatorischen Schwierigkeiten, begründen.

Beispiele innovativer Projekte, die mit den nötigen materiellen Mitteln unterstützt werden, zeigen jedoch auf, dass die Austauschidee aufgrund spezieller Förderung beste Chancen hat, bei einer weit breiteren Öffentlichkeit Fuss zu fassen. Einige dieser Projekte, die von verschiedenen Institutionen angeregt, organisiert oder getragen werden und Modellcharakter haben, seien hier in sehr knapper Form erwähnt. Ihnen allen ist gemein, dass sie den Bedürfnissen und Möglichkeiten der Austauschteilnehmer entsprechen und dass diese bei der Umsetzung der Projekte Unterstützung erhalten.

Eine Chance für Jugendliche in der Berufsbildung: «Offene Stellen» und «Lehrstellentausch»

Das Beschäftigungsprojekt *«OFFENE STELLEN - PREMIER EMPLOI - PRIMO IMPIEGO»* erlaubt jungen stellenlosen Menschen, in einem sechsmonatigen Praktikum erste Berufserfahrungen zu sammeln, sich in einer zweiten Landessprache zu vervollkommnen und durch den Aufenthalt in einem anderen Landesteil ein echtes Verständnis für den anderen Sprach- und Kulturraum zu entwickeln.

Durch eine Weiterbildung im Praktikumsbetrieb wird nicht nur der Ausbildungsstand bewahrt, sondern zudem die berufliche Qualifikation der Jugendlichen verbessert.

Eine intensive Fremdsprachausbildung soll den Jugendlichen die Möglichkeit geben, ihre Fremdsprachkenntnisse zu erweitern, um so im Bereich der Stellensuche mehr Flexibilität zu entwickeln. Finanziert wird das Projekt vorwiegend durch das *BIGA;* es übernimmt 80% der Lohnkosten für die Praktikanten sowie sämtliche Kosten für die praktikums-

begleitenden Sprachkurse. Das Projekt wird von der *ch* Stiftung im Rahmen des *ch* Jugendaustauschs organisiert.

Ähnlich wie dieses Projekt ist auch der *Lehrstellentausch* der *ch* Stiftung konzipiert. Er geht von der Idee aus, dass Jugendliche bereits während der beruflichen Ausbildung die Gelegenheit haben sollten, mit anderen Mentalitäten und einem neuen beruflichen Umfeld konfrontiert zu werden, zumal dies den Einstieg in das zukünftige Berufsleben erleichtert.

Ferieneinzelaustausch: einfache Lösungen für komplexe Ansprüche

Der Tatsache, dass in unserem Lande ein echtes Bedürfnis nach einfachen, kostengünstigen und altersgerechten Möglichkeiten des Sprachaufenthaltes für Jugendliche existiert, trugen die Kantone der Nordwestschweiz, der Suisse romande sowie des Kantons Tessin in Zusammenarbeit mit der *ch* Stiftung Rechnung, als sie das Programm «Ferieneinzelaustausch» - aufgrund von bereits existierenden Erfahrungen in zweisprachigen Kantonen wie Freiburg und Wallis - lancierten. Dieses Programm besteht darin, dass sich Jugendliche und deren Familien gegenseitig Ferienplätze anbieten. Im Jahre 1995 nahmen insgesamt 250 Jugendliche zwischen 13 und 19 Jahren daran teil, im Jahre 1996 waren es bereits fast doppelt so viele. Diese Zunahme der Teilnehmerzahlen kann wohl als Beweis dafür interpretiert werden, dass derartige Austauschprogramme einem echten Bedürfnis der Jugendlichen und deren Familien entsprechen. Die schlanke Organisationsstruktur und die ausgezeichnete interkantonale Zusammenarbeit, auf der dieses Programm aufbaut, lassen zudem darauf schliessen, dass auch in Zeiten geringerer finanzieller Mittel ohne die Schaffung zusätzlicher Infrastrukturen sinnvolle und effiziente Angebote erarbeitet werden können.

Lehrerfortbildung: ein erster Einstieg ins «Austauschhandwerk»

Seit einigen Jahren fällt uns in der Schweiz das Einhergehen von steigender Anzahl von Austauschprojekten mit Nachfrage nach Fortbildungsangeboten für Lehrpersonen, insbesondere Fremdsprachlehrer/innen, im Bereich einer eigentlichen Austauschpädagogik auf. Dies kommt einem Wandel gleich, zumal bis anhin in diesem Bereich kaum derartige Angebote bestanden. Lehrpersonen, die sich für einen Austausch interessierten, hatten im besten Fall die Möglichkeit, Kollegen und Kolleginnen, die bereits derartige Projekte organisiert hatten, um Rat anzugehen. Gesamthaft gesehen war jedoch Austausch in der Regel eine Form des «learning on the job», des Lernens aus Erfahrungen. Um diese Lücke zu schliessen, bietet nun die *ch* Stiftung jährlich mehrere Lehrerfortbildungsangebote im Austauschbereich an, die von Interessenten und Interessentinnen rege genutzt werden.

Ein Pilotprojekt der Nordwestschweiz: Lehrer- und Schüleraustausch als Jahresprogramm

Vor fünf Jahren lancierte die Nordwestschweizerischen Erziehungsdirektorenkonferenz in Zusammenarbeit mit den Kantonen der Westschweiz und dem Kanton Tessin ein ausserordentlich interessantes Austauschprojekt, das den beteiligten Lehrpersonen erlaubt, sich im Austauschbereich intensiv aus- und fortzubilden.

Die Lehrer und Lehrerinnen haben die Möglichkeit, während eines ganzen Jahres mit einer Partnerschule in einer anderen Sprachregion der Schweiz, oder aber im angrenzenden Frankreich, zusammenzuarbeiten. Das Jahresprogramm besteht aus drei Seminaren, einem Lehrer- sowie einem Schüleraustausch. Da die daran beteiligten Lehrer und Lehrerinnen von den zuständigen kantonalen und kommunalen Erziehungsbehörden tatkräftig unterstützt werden, können sie sich weit intensiver als in anderen Austauschprojekten, auf inhaltliche und methodische Fragen konzentrieren. Das recht komplexe Projekt zeitigt deshalb Jahr für Jahr beeindruckende Resultate und ist auch im europäischen Kontext durchaus wegweisend.

5. Zukunftsperspektiven und Desiderata

Die eben erwähnten Projekte sind zukunftsweisend und Beispiele dafür, wie Austausch in der Schweiz wirksam gefördert werden kann. Sie können als Modelle für eine Weiterentwicklung und eine Verbreiterung der Austauschidee und -praxis angesehen werden, auf denen weitere Projekte aufbauen können. Allerdings bedürfen derartige Projekte einer besonderen Unterstützung und erfordern selbstverständlich auch finanzielle Mittel.

Eine verstärkte Förderung von Austausch im Bereich des Bildungswesens erscheint insgesamt nicht nur wünschenswert, sondern auch dringend notwendig, zumal Austausch sich nicht nach einem selbsttätigen geheimnisvollen Mechanismus verwirklicht. Das Konzipieren und Realisieren von Austauschprojekten verlangt vielmehr pädagogische Visionen, klare Zielvorstellungen und echte Knochenarbeit von all jenen, die daran beteiligt sind. Damit nun der Schüler-, Lehrlings- und Lehreraustausch in der Schweiz eine wirkliche Breitenwirkung erreicht und somit noch viel effizienter gefördert werden und damit einen Beitrag zur Verständigung zwischen Sprach- und Kulturräumen leisten kann, bedarf es bestimmter Rahmenbedingungen, von denen wir hier nur einige wenige aufführen:

- eine erkennbare Anerkennung für die daran Beteiligten;
- die Schaffung von Erleichterungen und echten Anreizen für Austauschteilnehmer/innen;

– grössere Fördermittel;
– ein grösseres Interesse der Medien für derartige Projekte;
– eine Verstärkung der institutionellen Zusammenarbeit zwischen den Sprachregionen im Hinblick auf Austausch;
– der Ausbau - oder wenn nötig die Schaffung - von Strukturen, die Austauschprojekte erleichtern, ermöglichen oder fördern können;
– eine ständige Evaluation und pädagogische Begleitung von Austauschprogrammen;
– die Lancierung und Förderung innovativer Projekte
u.v.m.

Diese Liste liesse sich wohl problemlos verlängern; sie soll jedoch vor allem aufzeigen, dass es an der Zeit ist, auch im Bereich des schulischen Austausches und der Verständigung zwischen den Sprachregionen unseres Landes in wesentlich grösserem Masse Investitionen in die Zukunft zu tätigen, zumal es auf der Hand liegt, dass erlebte Verständigung und echte Begegnungen bei Jugendlichen und Erwachsenen entscheidend zur Entwicklung von Verständnis für andere, von Toleranz und Offenheit beitragen.

ÉCHANGE DE JEUNES

ON ÉCHANGE NOS VIEUX ?

© by FORUM HELVETICUM

MEHRSPRACHIGER UNTERRICHT IN DER SCHWEIZ

Jean Racine

Wenn ich das Bild der Brücken auf das Thema des «Mehrsprachigen Unterrichts in der Schweiz» projiziere, so verbinden diese Brücken einerseits Sprachliches und mithin auch das in der Sprache verwirklichte Kulturelle:

deutsch	französisch
französisch	italienisch
italienisch	deutsch
deutsch	romanisch
romanisch	englisch
Erstsprache	Zweitsprache (diese Brücke kann mehrstöckig sein: Dritt-, Viertsprache…)
Sprache	Sache

andererseits sind mit diesem Thema auch unterrichtliche Brücken zu schlagen, die ebenfalls unterschiedliche Felder oder Welten miteinander verbinden:

Schulwirklichkeit	Sprachwirklichkeit
lehren	lernen
apprentissage	acquisition
Theorie	Praxis
kursorisches Unterrichten	immersives Unterrichten
Sprachunterricht	Sachunterricht
Wissen	Können
Lernen/Erwerben	Brauchen

Wer Brücken benützt, eröffnet sich und vernetzt verschiedene Welten mit ihren je andern Horizonten,
wer Brücken benützt, sieht mehr,
wer Brücken benützt, kann nicht stehen bleiben.
Insofern ist das Brückenbild auch für unsern Sachverhalt dienlich.

Die Begriffe des mehrsprachigen Unterrichts oder der Immersion (eintauchen, in die Sprache eintauchen) sind Sammelbegriffe für neue Vorgehensweisen im Sprachunterricht. Gemeint ist damit Sachunterricht in einer fremden Sprache: statt ausschliesslich die Zweit- oder Drittsprache zu vermitteln (Sprache = Unterrichtsgegenstand), wird ein anderer Unterrichtsgegenstand (z.B. Geschichte, Turnen, Mathematik usw.) in der Zweit- oder Drittsprache vermittelt (Sprache = Unterrichtsmittel).

In der «Erklärung der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren und der für die Berufsbildung zuständigen Volkswirt-

schaftsdirektoren» zur Förderung des zweisprachigen Unterrichts in der Schweiz vom 2. März 1995 (einstimmiger Beschluss) heisst es unter anderem: «Der zweisprachige Unterricht – das heisst Sachunterricht in einer fremden Sprache mit zeitlich vorgelagertem, parallelem oder nachfolgendem Fremdsprachunterricht – ist ein geeignetes Mittel, die Wirksamkeit des Sprachenlernens zu erhöhen und andere Formen des Fremdsprachenunterrichts zu ergänzen.»[1]

Damit ist einerseits gesagt, dass mehrsprachiger Unterricht als Ergänzung und nicht als Ersatz des kursorischen Zweitsprachunterrichts in die unterrichtlichen Gefüge der Schweiz eingebaut werden soll; damit ist aber auch gesagt, dass die 1975 von der EDK empfohlene Reform des Landessprachenunterrichts in der Schweiz ergänzender Unterstützung bedarf. (Der im Auftrag der Schweizerischen Bundeskanzlei, des Bundesamtes für Statistik und des Bundesamtes für Kultur erstellte Bericht[2] ist da etwas deutlicher und spricht unumwunden vom «gegenwärtigen Debakel im Unterricht der Landessprachen»: Nur gerade ein Fünftel der Romands spreche fliessend Deutsch und lediglich ein Drittel der DeutschschweizerInnen fliessend Französisch.)

Die Reformvorschläge der EDK von 1975[3] empfahlen den Kantonen:

- Vorverlegung des Zweitsprachunterrichts in die Phase vor der Pubertät (4. oder 5. Schuljahr).
- Zweitsprachunterricht für alle SchülerInnen während der obligatorischen Schulzeit.
- Als Zweitsprache sollte eine der Landessprachen gewählt werden.
- Im Zentrum des Unterrichts sollten kommunikative Anliegen stehen, wobei einerseits die mündlichen Fertigkeiten des Hörverstehens und Sprechens Vorrang haben sollten vor den schriftlichen; andererseits sollten die rezeptiven Fertigkeiten des Hör- und des Leseverstehens vermehrt kultiviert werden.

All dies im Hinblick auf eine bessere Verständigung zwischen den verschiedenen Sprachregionen der Schweiz.

Diese Empfehlungen sind heute formell vollzogen in der Westschweiz (Deutsch) und im Tessin (Französisch und Deutsch), in der Nordwestschweiz (Französisch) mit Ausnahme des Kantons Aargau (Beginn des Französischunterrichts im sechsten Schuljahr), Innerschweiz (Franzö-

---

1 Erklärung der EDK zur Förderung des zweisprachigen Unterrichts in der Schweit. In Bulletin langue 2 2/1995 EDK Bern.

2 Kriesi, Wernli, Sciarini und Gianni: Der Sprachgegensatz: Verständigungsprobleme zwischen den verschiedenen Sprachgemeinschaften der Schweiz, Universität Genf 1995, S. 19.

3 Vgl. Herausforderung Schweiz. EDK Bern 1987.

sisch, Uri: Italienisch), Ostschweiz (Französisch) mit Ausnahme des Kantons Graubünden, wo voraussichtlich 1997 das Volk über den Antrag von Regierung und Parlament entscheiden wird, Italienisch als Zweitsprache für Deutschbünden einzuführen, Deutsch für Romanisch- und Italienischbünden, Romanisch oder Italienisch in den deutschsprachigen, ehemals romanischen Randgemeinden.

Die Unterrichtsdotationen variieren v.a. in der Nordwest- und in der Westschweiz und können nur in gemeinsamen Entscheiden, die sich auf neue inhaltliche Aussagen abstützen, angeglichen werden (Gesamtsprachenkonzepte, Lehrwerkentwicklung).

Für den inhaltlichen Bereich der Reform lässt sich sagen, dass die GeneralistInnen unter den Lehrkräften die Anliegen der Reform, Zweitsprachunterricht mit der Zielsetzung kommunikativer Kompetenz zu erteilen, spontaner aufgenommen haben als die SpezialistInnen der Volksoberstufe, die, häufig mit Blick auf die abnehmende Sekundarstufe 2, von traditionellen, das Schriftliche ins Zentrum stellenden Unterrichtskonzepten nur zögerlich abrücken. Der damit verbundene inhaltliche und methodische Bruch trägt nicht zur Effizienzsteigerung der Zweitsprachkompetenzen der Lernenden bei.

Ein wesentliches Ergebnis der Vorverlegung und Reform des Zweitsprachunterrichts sehe ich in der Tatsache, dass sich die Lehrkräfte der Primarschule in die andere Sprache haben einarbeiten müssen und dass sich dadurch allmählich ein anderes Bewusstsein unter der Lehrerschaft einstellt: Die Erst- und Zweitsprachvermittlung ist Sache sowohl der Primarschul- wie der Oberstufenlehrkräfte. Die einsprachige Lehrkraft hat ausgedient.[4]

Auch wenn die Reform der EDK die ursprünglich gesetzten Ziele nicht erreicht hat, so ist deshalb die Schule als Ort des Zweit- und Drittsprachenlehrens und -lernens nicht in Frage gestellt. Neben den kursorischen Unterricht aber müssen effizienzsteigernde Elemente treten.

Der Einbau immersiver Unterrichtssequenzen ist eine Möglichkeit der Optimierung des Zweit- und Drittsprachlehrens und -lernens, die mannigfach erprobt und analysiert worden ist. Ich verweise auf die kanadischen Forschungsergebnisse, die in Claudine Brohys Schriften[5] referiert und auf ihre Übertragbarkeit hin untersucht worden sind, auf die Praxis-

---

4 Vgl. hierzu: Racine, A.Jean: Mise en oeuvre d'une réforme en Suisse. In: Revue internationale d'éducation. Sèvres 1996.

5 Brohy, Claudine, Une école bilingue à Fribourg? Fribourg1992; Brohy/De Pietro: Situations d'enseignement bilingue . IRDP Neuchâtel 1995; Brohy: Mehrsprachiges Land – mehrsprachige Schulen. EDK Bern 1995; Brohy: Expériences et réalisations d'enseignement bilingue en Suisse. ARGE FMUS 1996.

versuche (Schleswig-Holstein) und die Arbeiten von Henning Wode[6], der die bilingualen Unterrichtsmodelle als äusserst effizient beschreibt sowie auf die Arbeiten der Forschungsgruppe um Otto Stern, die im Rahmen des NFP 33 minimale Modelle zweisprachigen Unterrichts auf ihren Ertrag hin untersucht und deren Bericht für nächstes Jahr zu erwarten ist.

In der Schweiz haben namentlich die Privatschulen seit langem bewiesen, dass Immersion zu besseren Resultaten führt als kursorischer Zweitsprachunterricht allein und dass die Erschliessung von Sachbereichen, auch wenn sie nicht in der Erstsprache erfolgt, nicht leidet. Eine detaillierte Auflistung der immersiven Realisationen in der Schweiz findet sich in Claudine Brohys Dokumentation «Expériences et réalisations d'enseignement bilingue», die im Auftrag der Arbeitsgemeinschaft für die Förderung des mehrsprachigen Unterrichts in der Schweiz entstanden ist und die über die verschiedenartigsten Formen immersiven Unterrichtens in der Schweiz informiert[7].

Ich erachte Immersion in all ihren Formen (Sachunterricht in einer Zweit- oder Drittsprache, Austausch von Klassen, von Klassengruppen (Rotationsaustausch), von einzelnen SchülerInnen, Ferienaustausche, Lehrkräftewechsel während ausgehandelten Zeitabschnitten, Lehrkräfte- oder SchülerInnentandems, zeitlich begrenzte Unterrichtsprojekte, Einbezug von zielsprachigen Personen in den Unterricht, Ferien- oder Arbeitsaufenthalte usw.) gerade für die Oberstufe der Volksschule als eine äusserst motivierende und ertragreiche Sprachvermittlungsmöglichkeit: Immer dann, wenn Sprache, sei das nun die Erstsprache, die zweite oder eine weitere, in echten Handlungszusammenhängen verwendet wird (Sprache als Ernstfall), immer dann, wenn das Sprachkönnen existenziell bedeutsam wird, immer dann sind der Lernwille, der Lernzuwachs, der Lerneffekt gegeben, immer dann «stellt sich Sprache ein», wie Peter Bichsel in seiner Rede anlässlich der Gründungsversammlung der Arbeitsgemeinschaft für die Förderung des mehrsprachigen Unterrichts in der Schweiz (18. November 1994) ausgeführt hat[9].

Von den bereits zahlreichen immersiven Realisationen will ich jene des Wallis erwähnen (Monthey, Siders, Brig), wo in den letzten Jahren zweisprachige Unterrichtsmodelle entstanden sind, die vom Universitären Forschungszentrum für Mehrsprachigkeit der Universität Bern evaluiert und weiterentwickelt werden. Besondere Beachtung verdient das Schulprojekt Samedan, das die SchülerInnen vom Kindergarten an zu einer

---

6 Wode, Henning: Lernen in der Fremdsprache. Grundzüge von Immersion und bilingualem Unterricht. Ismaning 1995.

7 Vgl. Fussnote 5. Zu beziehen ist die Dokumentation beim Präsidenten der Arbeitsgemeinschaft, A.Jean Racine, Barfüssergasse 28, 4500 Solothurn.

8 Esther Enns-Connolly, Cornelia Gick, Hansrudolf Lanker, Jean Racine: Lehren und Lernen im Tandem. LLFB Bern 1995.

9 Bichsel, Peter : Es gibt nur Eine Sprache. In Bulletin langue 2 2/1994 EDK Bern 1994.

konsequenten Zweisprachigkeit führen will, wo beide Sprachen gleichberechtigt nebeneinander stehen und wo nicht die eine Sprache auf Kosten der andern verwendet wird.[10]

Institutionell sind in den letzten Jahren die folgenden Gremien entstanden:

- das bereits erwähnte Universitäre Forschungszentrum für Mehrsprachigkeit der Universität Bern unter der Leitung von Iwar Werlen;
- in der Westschweiz arbeitet unter der Leitung von Claudine Brohy eine Arbeitsgruppe unter dem Namen ‹Groupe de recherche sur l'enseignement bilingue› (GREB), eine Einrichtung des ‹Institut de recherches et de documentations pédagogiques (IRDP)›, die sich auf die politische Erklärung der EDK von 1995 abstützt und die in Zusammenarbeit mit universitären Instituten der Schweiz ein Netzwerk im Bereich Immersion aufbaut;
- in der Nordwestschweiz besteht seit 1994 unter der Leitung von Jean Racine die Regionale Arbeitsgruppe für Immersion (RAGI), die das Mandat der Arbeitsgruppe Fremdsprachen der NW EDK (AG FSU NW-EDK), in den Kantonen der Nordwestschweiz immersive Realisationen zu veranlassen, umzusetzen versucht;
- schliesslich wirkt seit 1994 die Arbeitsgemeinschaft für die Förderung des mehrsprachigen Unterrichts in der Schweiz (ARGE-FMUS), Präsidium Jean Racine, die sich zum Ziel gesetzt hat, im Bereich der Immersion Öffentlichkeits- und Unterstützungsarbeit zu leisten.

Zweisprachiger Unterricht ist auch in der Schweiz lanciert und institutionell gestützt. Zweisprachiger Unterricht hat sich bewährt, ausländische Erfahrungen ebenso wie schweizerische haben es gezeigt und zeigen es immer wieder. Immersion braucht keine zehnjährige Versuchsphase, sondern ist generalisierbar, hier und jetzt (natürlich braucht es begleitende Fortbildung und optimierende Evaluation). Hier liegt für alle sprachvermittelnden Institutionen, namentlich aber für die Schule, eine grosse Chance, die gemeinsam und systematisch gefördert und ausgebaut werden muss.

Ich komme zum Wunschteil meiner Ausführungen und stelle mir vor:

- Einrichtung von bilingualen Zügen (Kindergarten und Primarschule) in allen grösseren Gemeinden der Schweiz. (3000 bis 5000 EinwohnerInnen);
- Einrichtung von bilingualen Angeboten in allen Oberstufenkreisen der Schweiz;

---

10 Haltiner, Rudolf: Schulprojekt Samedan. Förderung der romanisch-deutschen Zweisprachigkeit in der Volksschule und im Kindergarten von Samedan. Chur 1995. Flügel, Christoph und Gustin, Claudio: Evaluation der Mehrsprachigkeitskompetenz im Kindergarten und an der Volksschule Samedan. Chur 1996.

- Einführung von Austauschobligatorien für alle Klassen der Primarschulstufe und der Oberstufe (ein Austausch während der Primar- und ein Austausch während der Oberstufenschulzeit);
- Ausbau der Angebote für ausserschulische Aufenthalte für SchülerInnen;
- Bilinguale Züge an allen grösseren Gymnasien;
- Schaffung von institutionellen Möglichkeiten für längere Aufenthalte für SchülerInnen der Sekundarstufe 2;
- Ausbau der Austauschmöglichkeiten im Lehrlingssektor;
- Ausbau der Austauschmöglichkeiten für AbsolventInnen des 10. Schuljahres (wie z.B. Freiburg);
- Obligatorische halbjährige Aufenthalte in einem andern Sprachgebiet für alle angehenden Lehrkräfte;
- Konsequent bilinguale Angebote in der LehrerInnenfortbildung;
- Regelmässige mehrsprachige Unterhaltungs-, Informations-, Lehr- und Lernangebote in den Medien (Radio, Fernsehen, Zeitungen);
- Begegnungs- und Austauschangebote für Erwachsene.

Ich stelle mir vor, dass Austausche, Aufenthalte in einem andern Sprachgebiet, dass das Einrichten von mehrsprachigen Lehr- und Lernangeboten in den Schulen aller Stufen in allen Kantonen, dass ausserschulische Begegnungsangebote in wirklicher Breite angelegt und ausgebaut werden.[11]

Ich stelle mir vor, dass die behauptete und beschworene Bedeutung von verbesserten Kontakten zwischen den Regionen Form annimmt.

Ich stelle mir vor, dass wir die Brücken, die in so vielen Reden gebaut werden, auch wirklich begehen, d.h. brauchen.

Dazu allerdings wird es noch einiges brauchen:

- Zusammenarbeit zwischen den Regionen und ihren Institutionen (IRDP, GREB, RAGI, ARGE-FMUS);
- Verantwortungsübernahme der Kantone (EDK) und des Bundes (Departement des Innern);

---

11 In meinen Ausführungen gehe ich davon aus, dass in der Schweiz mehrsprachige Angebote in erster Linie im Bereich der Landessprachen erfolgen sollten. Damit sei nicht ausgeschlossen, dass auch andere Sprachen, namentlich das Englische, Eingang finden können in immersive Angebote.
Die Diskussionen im Anschluss an die Vorträge haben gezeigt, dass die alte Diskussion, Englisch als Zweitsprache vorzuziehen, noch nicht abgeschlossen ist. Dazu möchte ich bemerken, dass die Erfolge bei Englisch als Drittsprache, nach Deutsch und Französisch, grösser sind als wenn Englisch als Zweitsprache gelernt wird. Überdies ist zu bedenken, dass, wenn Englisch als Zweitsprache gelernt wird, der Anreiz, weitere Sprachen zu lernen, weniger gegeben ist. Vgl hierzu: Hagège, Claude: L'enfant aux deux langues. Paris 1996.

– Ein neues schweizerisches Langue 2 – Gremium, das ab 1997 die bisherigen Arbeiten der Arbeitsgruppe langue 2/Fremdsprachen weiterführt und neue übernehmen kann;
– Schweizerische Sprachenpolitik und Institutionen (Errichtung eines schweizerischen Sprachenzentrums);
– Ausnützung der Ressourcen;
– Ein Sprachengesetz, das den Sprachenartikel konkretisiert;

oder anders gesagt: Es braucht einen starken behördlichen Willen, der Sprachenpolitik in der Schweiz zu einem ständigen Anliegen werden lässt und der sich mit Gefälligkeitsvoten nicht länger zufrieden geben will.

Und es wird noch etwas brauchen:

Die Aufgabe unseres Perfektionismus in allen Bereichen des Sprachenlehrens- und lernens. Wenn sich auch in vielen Sprachen das Bild oder die Vorstellung der Sprachbeherrschung eingenistet hat (eine Sprache beherrschen, ‹maîtriser une langue›), so sei dazu angemerkt: Wir stehen niemals über der Sprache, wir sind weder Herrscher noch «Herrscherin» über sie. Jede Sprache ist grösser als wir, wir treten in sie ein, wir können sie bewohnen, belehnen, nicht aber beherrschen. Jeder Sprachverwendung wohnt die Möglichkeit ihrer Verbesserung inne. Das soll uns nicht davon abhalten, die Sprache zu brauchen. Das Ziel des Sprachenlehrens und -lernens kann nicht die Perfektion sein, das Ziel sei der Gebrauch von Sprache und die damit verbundene Erweiterung des Könnens. Wenn Sprachenlernen effizient sein soll, darf das Sprachenlehren keine Angst machen.

Wir brauchen die Sprache, um etwas sagen zu können. Wir brauchen sie, um uns neue Bereiche zu erschliessen, wir brauchen sie, um zueinander zu kommen, um miteinander unser Zusammenleben zu gestalten. Wir brauchen sie und wir müssen lernen, sie als etwas Brauchbares zu lehren und zu lernen.

Ich schliesse mit Peter Bichsels beherztem Satz aus seiner Luzerner Rede: «Gebt die Sprachen endlich frei zum Gebrauch, holt dieses verfluchte Sonntagsgeschirr aus den Schränken und lasst uns darauf tafeln – ohne Furcht, dass es dabei zu Brüchen gehen könnte.»[12]

---

12 Bichsel, Peter: Es gibt nur Eine Sprache. In Bulletin langue 2 2/2994 EDK Bern 1994.

© by FORUM HELVETICUM

VERSTÄNDIGUNGSANFORDERUNGEN AUS SICHT DER PRIVATWIRTSCHAFT

Heinz Knecht

1. Einleitung

Die Einladung, an dieser Veranstaltung des Forum Helveticum referieren zu dürfen, hat mich ebenso gefreut wie herausgefordert, weil es letztlich um mehr geht als um Sprachförderung, nämlich um tiefe und breite Verständigungsförderung. Unser gemeinsames Anliegen ist Kulturenverständnis, den Bau von Kulturenbrücken zu lernen und zu lehren. Die Befähigung, sich in multikulturellen Umgebungen zurechtzufinden, bildet den Kern unseres Anliegens. Wenn ich hier zu diesem Themenkreis persönliche Erkenntnisse und Bekenntnisse entfalte, mache ich es aus einer gewissen Minderheitsposition heraus. Ich bin ganz offensichtlich der einzige Vertreter aus der Privatwirtschaft in diesem Kreise, vielleicht ist das aber auch gerade für einen Wirtschaftsvertreter aus dem Raume Zürich besonders heilsam. Aufgrund meiner beruflichen Herkunft setze ich vielleicht Akzente, die Sie erstaunen, vielleicht sogar befremden. Ich gehe aber davon aus, dass Sie dies eigentlich auch von mir erwarten.

Meine Ausführungen orientieren sich an einer vierfachen Zielsetzung: Zuerst geht es mir darum, die Problemstellung aus der Sicht einer international tätigen Schweizer Universalbank zu skizzieren. Zum zweiten möchte ich aufzeigen, mit welchen Massnahmen die Schweizerische Bankgesellschaft in ihrem Einflussgebiet konkret zur Verständnisförderung beiträgt. Zum dritten liegt mir daran, Gedanken zum Zusammenhang von Persönlichkeits- und Verständnisförderung darzulegen. Und schliesslich möchte ich viertens auf die sich akzentuierende Dilemmasituation hinweisen.

2. Problemdefinition aus der Sicht einer international tätigen Schweizer Universalbank

Aus der Tatsache, dass die Schweizerische Bankgesellschaft eine Schweizer Bank ist, dass sie sich als Universalbank definiert und dass sie zum dritten ihre internationale Tätigkeit sukzessive ausbauen will, ergibt sich, dass die multikulturelle Verständigung für unser Institut beides ist, Auftrag und Erfolgsbedingung zugleich.

Unser Selbstverständnis als Schweizer Universalbank bringt es mit sich, dass die SBG als Unternehmen mit ähnlichen Verständigungsproblemen konfrontiert ist wie die Schweiz als Land. Wir sind in allen drei Landesteilen tätig, 70% unserer Mitarbeiter sind in der Deutschschweiz tätig,

20% in der Westschweiz, 10% in der Südschweiz. 14% unserer Mitarbeiter in der Schweiz sind Ausländer. Der universale Charakter unserer Geschäftstätigkeit kommt darin zum Ausdruck, dass 82% unserer Kunden dem klassischen Retailbanking zuzuordnen sind. 15% dem Anlagekundengeschäft und 3% dem Firmenkundengeschäft. Akzentuiert wird die Verständigungsherausforderung durch den Umstand, dass es den klassischen Bankbeamten, über den sich der Volksmund gerne und oft mokiert, gar nicht mehr gibt. Für unsere Bank geht es vielmehr darum, einen Verbund hochkarätiger Spezialisten sicherzustellen. Die einzelnen Bankgeschäftsfelder und Bankberufe differenzieren sich immer mehr. Die bankinternen Ausbildungsstrukturen werden von Jahr zu Jahr heterogener. Die in einem Bankinstitut wie dem unseren anzutreffende Berufsvielfalt ist wahrhaftig beeindruckend. Es ist diese Berufsvielfalt, diese Verankerung in völlig unterschiedlichen Berufsausbildungen und Berufserfahrungen, die für uns ein ganz besonderes Verständigungsproblem darstellt. «Berufsbarrieren» machen uns zunehmend mehr zu schaffen als «Sprachbarrieren».

Mit Blick auf eine Bank ist besonders zu berücksichtigen, dass sich die Finanzindustrie in der Schweiz in einem fundamentalen, umfassenden und irreversiblen Strukturwandel befindet. Die konjunkturelle Schwäche, die schwerwiegenden Strukturbereinigungen und die grossen Schwierigkeiten im Immobiliensektor treffen die verschiedenen Landesteile sehr unterschiedlich. Was das Bankgeschäft betrifft, sind die Südschweiz und die Westschweiz von diesen Schwierigkeiten stärker betroffen als die Deutschschweiz. Aus dieser Warte reflektieren die verschiedenen Sprachregionen unseres Landes auch unterschiedliche Wirtschaftsregionen. Mit dem erwähnten Umbruch in der Schweizer Bankenwirtschaft geht auch eine zunehmende Zentralisierung einher. Tendenziell akzentuiert sich dabei die Dominanz der Wirtschaftsmetropole Zürich. Mit der zunehmenden Technisierung unseres Geschäfts hält die englische (Fach)-Sprache zunehmend Einzug in unseren geschäftlichen Alltag. Diese Entwicklung wird mit der Globalisierung unserer Geschäftstätigkeit über die Landesgrenzen hinaus zusätzlich verstärkt. Die wachstumsträchtigen Finanzmärkte befinden sich in den USA, in Asien und im Fernen Osten, was die Notwendigkeit, die englische Sprache zu beherrschen, zusätzlich verstärkt.

Lassen Sie mich auch mit aller Offenheit darauf hinweisen, dass das primäre Ziel einer privatwirtschaftlichen Bank darin besteht, Gewinn zu erzielen. Die Absicht, das Ergebnis des eigenen Profitcenters anhaltend zu optimieren, muss für jede unserer Führungskräfte einen kategorischen Imperativ bilden. Von daher bildet für uns multikulturelle Verständigung nicht Selbstzweck, sondern - man mag das gerne hören oder nicht - Mittel zum Zweck. Wir erkennen aber die Gefahr, dass eine zu einseitige Profitcenterorientierung Kurzfristinteressen überproportional fördert und Langfristinteressen vernachlässigt, Einzelinteressen gelegentlich fälschlicherweise stärker gewichtet als Gesamtinteressen. Für das einzel-

ne Profitcenter oder die einzelne Führungskraft mag multikulturelle Verständigung kurzfristig gewinnmässig wenig interessant sein, für das Unternehmen aber ist sie langfristig erfolgsentscheidend.

Von ihrem Selbstverständnis her befindet sich die Schweizerische Bankgesellschaft auf einem langen, sich beschleunigenden Weg der Internationalisierung. Wir mutieren von einem Schweizer Unternehmen klassischer Prägung zu einer multikulturellen Gesellschaft. Die Fähigkeit zur kulturüberschreitenden Verständigung und Zusammenarbeit erhält für uns mehr und mehr den Charakter eines kritischen Erfolgsfaktors. Dabei geht es nicht nur darum, zunehmend die Fähigkeit zu entwickeln, fremde Kulturen zu verstehen, sondern es geht insbesondere auch darum, das eigene Bewusstsein für das typisch Schweizerische zu schärfen. Erst wer in die Fremde geht, wird sich richtig bewusst, was das Wesen und den Wert seiner Heimat ausmacht. Wenn wir uns mit anderen Kulturen verständigen wollen, müssen wir auch erklären können, was unsere eigene ausmacht. Wir wollen nicht mehr eine rein schweizerische Bank bleiben, aber wir sind davon überzeugt, dass unsere schweizerischen Wurzeln im Verband mit anderen Kulturen einen grossartigen Wettbewerbsvorteil darstellen können.

3. Verständigungsanstrengungen der Schweizerischen Bankgesellschaft

Ich möchte nicht abschliessend, sondern nur auswahlsweise auf einzelne Facetten und Anstrengungen unserer betriebsinternen Verständigungsförderung hinweisen. Zuoberst und an erster Stelle erwähne ich unsere Broschüre «Corporation Culture», die den Code of Ethics für die SBG-Gemeinschaft definiert. Zweierlei will ich damit zum Ausdruck bringen. Mit der Lancierung dieser Broschüre manifestiert unsere Bank, dass es ihr enorm wichtig ist, ihre (Betriebs-)Kultur zu pflegen. Zweitens wird in dieser Broschüre explizit erklärt, dass die multikulturelle Verständigung ein zentrales Anliegen unseres Instituts darstellt.

Es entspricht guter SBG-Tradition, die Sprachausbildung unserer jungen Nachwuchskräfte systematisch und grosszügig zu fördern. Sprachausbildungen, auch in Form von Sprachaufenthalten, sind eher eine Selbstverständlichkeit als die Ausnahme. Bei der Besetzung von Schlüsselpositionen sind Fremdsprachenkenntnisse und Aufenthalte in ausländischen Märkten zwingend zu erfüllende Anforderungskriterien. Wenn ich die Liste unserer Direktoren, die im Verlaufe dieses und des letzten Jahres pensioniert wurden, durchgehe, stelle ich fest, dass mindestens zwei Drittel aller Betroffenen im Verlaufe ihrer Karriere zwei und mehr Jahre im Ausland gelebt haben.

Im Rahmen unserer internen (Sprach-)Förderung betreiben wir auch eine Art Minderheitenschutz. Am Beispiel der Bankfachprüfung lässt sich zeigen, dass sich dieses Jahr 65 Kandidaten auf diese Prüfung vorbe-

reiten, 60 Kandidaten stammen aus der Deutschen Schweiz, 5 aus der Westschweiz. Für die 5 Kandidaten aus der Westschweiz betreiben wir den gleichen Aufwand wie für das deutschsprachige Gros der Kandidaten (etwa in bezug auf die Lehrkräfte, auf die Lehrmittelbereitstellung, auf die Durchführung von Probeprüfungen…).

4. Zum Zusammenhang von Persönlichkeitsbildung und multikultureller Verständigung

Persönlich bin ich der festen Überzeugung, dass der innere Zusammenhang von Persönlichkeitsbildung und multikultureller Verständigung für eine Bank von zentraler Bedeutung ist. Für eine Bank bilden die Persönlichkeitsprofile ihrer Führungskräfte und Mitarbeiter den zentralen Wettbewerbsfaktor. Im Vergleich zu unserer Konkurrenz sind unsere Produkte und Dienstleistungen homogen. Es sind die Mitarbeiter und Führungsqualität, die den entscheidenden Unterschied ausmachen. In diesem Zusammenhang kommt der Sprach- und Verständigungsförderung, vor allem wenn sie mit längeren Aufenthalten in anderen Kulturen verbunden ist, zentrale Bedeutung zu. Bewährung in einer anderen Kultur bedeutet Identitätsgewinn, denn Verständnis für das Fremde bedingt Verständnis für das Eigene. Sich in einer Umgebung bewährt zu haben, wo man praktisch auf sich alleine gestellt war, fördert das Selbstvertrauen nachhaltig. In einer fremden Kultur behindert durch ein Sprachhandicap, kann nur bestehen, wer die Authentizität der eigenen Person fördert. Der Aufenthalt in der Fremde lehrt, dass es beides braucht: Toleranz für das Andere, aber auch Autonomie in bezug auf das Eigene. Und schliesslich ist die Minoritätserfahrung, die man während eines Aufenthalts in einem anderen Kulturkreis macht, besonders heilsam. Verständigungsbefähigung ist nur durch praktische Erfahrung lernbar.

5. Privatwirtschaftliche Sprach- und Verständigungsförderung im Dilemma?!

Ich will es nicht kaschieren, sondern klar bekennen, dass sich privatwirtschaftliche Unternehmen an Märkten orientieren und nicht an Landesgrenzen. Hieraus resultiert insofern ein Prioritätsproblem, als wir unsere Verständigungsanstrengungen entlang von Geschäftsfeldern und nicht entlang von schweizerischen Landesteilen definieren. Und nochmals sei in diesem Zusammenhang darauf hingewiesen, dass für uns immer häufiger die Verständigung über verschiedene Berufsgruppen hinaus die grössere Herausforderung darstellt, als die Verständigung über Sprachgrenzen.

Die Wirtschaftssprache ist Englisch, nicht Deutsch, nicht Französisch, nicht Italienisch, nicht Rätoromanisch. Aus wirtschaftlicher Sicht sind wir damit mit dem Tatbestand konfrontiert, dass keine unserer Landesspra-

chen eine Wirtschaftssprache darstellt. Wir werden nicht darum herumkommen, auch im Bereiche der Sprach- und Verständigungsförderung, dem Prinzip der Ökonomie der Kräfte nachzuleben. Der durchschnittliche Bankangestellte wird nicht mehrere Fremdsprachen beherrschen, sondern sich - und auch das nur mit grossen Anstrengungen - Verhandlungsfähigkeit in einer Fremdsprache aneignen können. Mehrsprachigkeit im eigentlichen Sinne des Wortes ist nur wenigen Ausnahmetalenten vorbehalten. Die zunehmende Technisierung des Bankgeschäfts, die Globalisierung der Märkte und die beschränkte Lernkapazität der Individuen führt zu einer eindeutigen Bevorzugung des Englischen. Es scheint mir eine gewisse Gefahr zu bestehen, im Rahmen der Sprachenförderung in der Schweiz zu viel Nabelschau zu betreiben und zu wenig Weltoffenheit zu praktizieren.

6. Zusammenfassung

Ich möchte meinen Beitrag mit folgenden Konklusionen zusammenfassen:

1. Die Befähigung zur kulturüberschreitenden Verständigung bildet für uns je länger je mehr einen kritischen Erfolgsfaktor.
2. Auf Grund der privatwirtschaftlichen Herausforderungen gewichten wir Berufsgrenzen und Marktgrenzen stärker als sprachregionale Grenzen.
3. Sprachförderung und Verständigungsförderung ist für uns genau gesehen Mittel zum Zweck, unseren Geschäftsauftrag besser zu erfüllen.
4. Erst das Bewusstsein und das Verständnis für die eigene Kultur befähigt für das Bewusstsein und das Verständnis der fremden Kultur.
5. Die Dominanz der englischen Sprache nimmt zu. Wir können das möglicherweise übersehen, aber nicht verhindern.

ECONOMIE

© by FORUM HELVETICUM